

L'extension de la libre circulation aux 10 nouveaux Etats n'a qu'un seul réel adversaire : la peur !

par Sabine von der Weid, Secrétaire permanente de l'Union des associations patronales genevoises

Alors que les partis de gauche et de droite confondus (à l'exception des extrêmes, qui mélangent allègrement xénophobie et populisme !), les organisations économiques, les syndicats, les employeurs, bref, tous les leaders de notre pays plaident en faveur de la libre circulation des personnes, il reste un seul adversaire, mais de taille : la peur ! Peur de l'arrivée des chômeurs, peur des plombiers polonais, peur de l'augmentation des frontaliers, peur de perdre son emploi, peur du dumping salarial, etc.

La peur, lorsqu'elle est injustifiée, est dangereuse. Or, dans le cas d'espèce, elle est susceptible d'inciter des citoyens à rejeter un accord vital pour la Suisse. Car, depuis plus de 10 ans, la croissance économique de notre pays stagne et peine à retrouver sa compétitivité. Nous n'en sommes pas toujours conscients, tant il est vrai que notre qualité de vie est exceptionnelle et nos salaires élevés. Mais la Suisse n'est plus l'Eldorado des années glorieuses. La Suisse perd régulièrement ses premières places en comparaison internationale. La Suisse ne va pas bien.

Imaginer ainsi que se fermer à l'Union européenne permettra à nos entreprises de trouver un nouveau souffle dans son petit marché intérieur, c'est faire preuve d'une naïveté coupable. C'est surtout faire fi de la nécessité de développer nos exportations pour, précisément, permettre à nos PME de bénéficier des retombées de cet accès au marché européen. Parmi celles-là, sous-traitance, commandes, simplifications administratives, accès à des compétences nouvelles et, évidemment, maintien des postes de travail.

Parallèlement, dire oui à l'extension de la libre circulation, c'est notamment offrir à notre pays l'opportunité de trouver des spécialistes qui font défaut sur le marché local, d'engager – à des conditions très restrictives toutefois - des personnes non qualifiées pour des emplois qui ne séduisent pas les Helvètes, d'envoyer des jeunes se former dans des pays en pleine croissance, d'octroyer à des chercheurs le privilège de présider à des programmes de recherche; c'est permettre à nos entrepreneurs d'acquérir de nouveaux mandats au-delà de nos frontières et à nos entreprises de trouver de nouveaux débouchés dans un bassin de 450 millions d'habitants.

Les menaces de risques d'invasion étrangère, de baisse des salaires, d'augmentation du chômage, etc. atteignent évidemment leur cible, tant il est humain de craindre pour la perte de son emploi ou la diminution de sa rémunération. Et pourtant ! C'est précisément en refusant l'extension de l'accord sur la libre circulation que ces menaces pourraient s'avérer fondées. Car nos entreprises – et elles sont nombreuses – qui ont pour principal client l'Union européenne, ne vont pas accepter d'en être éloignées. Elles n'hésiteront ainsi pas à délocaliser aussi bien leur siège que leur site de production. En sommes-nous seulement conscients ?

Enfin, avons-nous pris la peine de constater que nos négociateurs ont obtenu – non sans difficulté évidemment – que cette libre circulation se fasse de manière progressive jusqu'en 2011. Aucun citoyen de ces pays ne pourra, ainsi, venir travailler en Suisse sans être préalablement au bénéfice d'un contrat de travail et pour autant qu'il ne prenne pas la place d'un demandeur d'emploi susceptible de l'occuper. Les chômeurs, quant à eux, ne disposeront que de trois mois pour trouver

un travail, période durant laquelle ils seront indemnisés (vraisemblablement de façon modeste!) par leur pays d'origine. Si leur tentative n'aboutit pas, ils devront repartir. Enfin, les mesures d'accompagnement permettront, après une phase de rodage, de détecter et d'éradiquer tout dumping salarial.

N'hésitons donc pas à dire oui à cette libre circulation, synonyme d'ouverture, ouverture qui a toujours si bien caractérisé notre pays.

Septembre 2005